

Turquie : Le gouvernement pressé par la société civile d'agir contre l'armée

mardi 10 novembre 2009, par [Jean Marcou](#)

Le 29 octobre dernier, après s'être entretenu avec le chef d'état major, Ilker Başbuğ, des remous provoqués par la relance de l'affaire du « plan d'action pour combattre la réaction », le premier ministre a estimé qu'il fallait attendre les résultats de l'enquête qui a été ordonnée (cf. notre édition du 1^{er} novembre 2009). Cette décision n'est pourtant pas parvenue à ramener le calme et la sérénité. Plusieurs partis politiques, nombre d'ONG et de personnalités de la société civile s'étonnent, en effet, de la passivité du parlement et pressent le gouvernement d'agir sans tarder contre ceux qu'on appelle désormais les « putschistes », en demandant même la mise à pied du chef d'état major en personne.

L'AKP, le DTP et le MHP se retrouvent pour une fois sur la même longueur d'ondes et condamnent sans appel les auteurs du document incriminé et les tentatives qui ont été faites pour en faire disparaître l'original. Le CHP, qui avait d'abord évoqué une machination gouvernementale, est plus prudent et souhaite d'abord des éclaircissements sur l'auteur des lettres anonymes qui sont à l'origine de la réactivation du scandale (cf. notre édition du 5 novembre 2009).

Si la majorité parlementaire n'a pas décidé de créer une commission parlementaire, c'est, explique les responsables de l'AKP, pour ne pas gêner l'enquête judiciaire en cours. Par le passé (notamment, lors de la fameuse affaire de Susurluk, en 1996), cette procédure a abouti à des échecs. Le MHP rejoint l'AKP, sur ce point, pour dire que la priorité doit être donnée à l'action judiciaire. Mais, à l'instar de nombreux manifestants qui ont défilé ces derniers jours, le DTP estime que l'intervention rapide du parlement est absolument nécessaire.

Dans la société civile, par ailleurs, de nombreuses voix se font entendre pour réclamer que des sanctions soient prises sans attendre contre les militaires factieux. Intervenant dans une conférence, le 7 novembre dernier, Bekir Berat Özipek, un universitaire stambouliote, a rappelé qu'en 1987, Turgut Özal, alors premier ministre, avait renvoyé deux généraux qui avaient intrigué pour interférer dans les nominations aux plus hautes fonctions. Au premier ministre, qui, présent lors de cette conférence, avait précédemment appelé à ressusciter l'esprit du leader de l'ANAP, Özipek a conseillé de méditer ce précédent et de limoger les auteurs du « plan d'action pour combattre la réaction » et ceux qui, en haut lieu, continue à les couvrir. Plusieurs personnalités défendent des positions voisines de celles d'Özipek pour dire que le gouvernement ne doit pas attendre et qu'en agissant contre les putschistes, il préviendra de nouveaux coups tordus.

Toutefois, d'autres experts pensent que le contexte du limogeage, par Turgut Özal, du chef d'état major Necdet Üruğ, et du général Necdet Öztörün, en 1987, n'est pas comparable à la situation présente. Certes, le coup d'Etat de 1980 n'était pas loin et la situation du gouvernement Özal apparaît avec le recul beaucoup moins confortable que celle dont jouit aujourd'hui le gouvernement Erdoğan. Mais le premier ministre avait reçu alors l'aval du président de la République, le général Kenan Evren, qui était en fait le leader de l'intervention militaire de 1980. En l'occurrence, loin de réagir à un comportement factieux, Turgut Özal avait avant tout arbitré un conflit d'ambition à l'intérieur de la hiérarchie militaire, sous l'œil bienveillant de l'ex-chef de la junte militaire de 1980.

Dans une intervention, ce week-end, sur la première chaîne de télévision turque (TRT-1), le premier ministre, Recep Tayyip Erdoğan, a redit qu'il mettrait tout en œuvre pour que les responsables de l'affaire en cours soient jugés. Mais il a également déclaré qu'il gardait toute sa confiance au chef d'état major

actuel qui s'est engagé à épurer l'armée de ses éléments factieux, confirmant implicitement que la pause actuelle vise à permettre à l'armée de faire elle-même le travail. Cette position peut être interprétée de deux manières. Ou bien le premier ministre a décidé de sauver la mise au chef d'état major actuel, en se disant que son limogeage apporterait peu, puisqu'il serait alors obligé de nommer le chef de l'armée de terre, qui n'est autre que le général Hassan İğsız, lui aussi fortement impliqué dans l'affaire du plan. Ou bien le gouvernement entend regarder l'armée s'abîmer elle-même dans la fosse qu'elle a creusée... Depuis qu'il est au pouvoir, le gouvernement de l'AKP a dû consentir chaque année à l'épuration de plusieurs dizaines de officiers suspects d'avoir des opinions religieuses trop prononcées, l'heure est peut-être venue pour un gouvernement civil de voir l'état major renvoyer lui-même ceux de ses cadres militaires qui sont soupçonnés de sympathies trop fortes pour les pratiques de l'État profond...

JM

Sources

Source : Ovipot, le 09.11.09